
**Une stratégie contre-
insurrectionnelle victorieuse ?**
Les insurrections de 2010
dans la province du Jonglei, au Sud-Soudan

Marc-André Lagrange

Juin 2011



Programme
Afrique subsaharienne

L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales.

Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901).

Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l'échelle internationale.

Avec son antenne de Bruxelles (Ifri-Bruxelles), l'Ifri s'impose comme un des rares *think tanks* français à se positionner au cœur même du débat européen.

*Les opinions exprimées dans ce texte
n'engagent que la responsabilité de l'auteur.*



ISBN : 978-2-86592-902-3

© Ifri – 2011 – Tous droits réservés

Ifri
27, rue de la Procession
75740 Paris Cedex 15 – FRANCE
Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00
Fax : +33 (0)1 40 61 60 60
Email : ifri@ifri.org

Ifri-Bruxelles
Rue Marie-Thérèse, 21
1000 – Bruxelles – BELGIQUE
Tél. : +32 (0)2 238 51 10
Fax : +32 (0)2 238 51 15
Email :
info.bruxelles@ifri.org

Site Internet : Ifri.org

Sommaire

Introduction	4
Les racines du mécontentement.....	6
Les rébellions du Jonglei	11
Une victoire militaire ?.....	15
Une stratégie stabilisatrice ?.....	18

Introduction

Le 16 mai 2010, quelques semaines à peine après ses premières élections, le gouvernement de la province semi-autonome du Sud-Soudan (GoSS) dut faire face à deux rébellions dans la province du Jonglei. Candidats malheureux de cette première consultation démocratique, le général George Athor et David Yaw Yaw prirent les armes au nom du peuple et contre le gouvernement central de Jouba.

Les élections de 2010 au Soudan furent plus qu'une simple formalité pour le Mouvement populaire de libération du Soudan (Sudan People's Liberation Movement, SPLM) et sa branche armée, l'Armée populaire de libération du Soudan (Sudan People's Liberation Army, SPLA). Pour toutes deux, ces élections allaient tester leur capacité à se transformer en un parti politique et une armée nationale et ainsi poser les bases pour la création d'un Sud-Soudan indépendant.

Le Sud-Soudan peut sembler unifié derrière la bannière du SPLM/A, toutefois il n'en est rien. Si une majorité de Sud-Soudanais souhaite se séparer du régime de Khartoum, le gouvernement de Jouba est loin d'avoir le soutien de l'ensemble des divers groupes ethniques et des anciens mouvements rebelles. Le SPLA de John Garang est le signataire du Comprehensive Peace Agreement (CPA) en 2005¹, mais la principale caractéristique de ces accords est d'avoir réuni et inclu dans les rangs du SPLA l'ensemble des groupes armés luttant contre Khartoum. Ainsi donc, tant la population que les forces armées du Sud-Soudan sont une constellation de groupes ethniques

¹ Les accords de paix inclusifs ou Comprehensive Peace Agreement (CPA), aussi connus sous le nom d'« accords de Naivasha », ont été signés au Kenya le 9 janvier 2005 par John Garang pour le SPLM et Ali Osmane Taha, le vice-président du Soudan pour le National Congress Party. Ces accords prévoient l'arrêt des combats entre le régime de Khartoum et le SPLM/A ainsi que l'autonomie du Sud-Soudan durant une période de transition de cinq ans. Le CPA prévoit aussi que des élections démocratiques soient organisées dans l'ensemble du Soudan (Nord et Sud) un an avant la fin de la période de transition puis que les Sud-Soudanais puissent s'exprimer sur l'indépendance du Sud-Soudan. Ces accords prévoient enfin l'intégration des groupes armés rebelles dans le SPLA ainsi que la mise en place de bataillons mixtes, les Joint Integrated Units, SPLA/SAF (Sudanese Armed Forces) au Sud-Soudan.

Marc-André Lagrange est un expert des conflits africains. Il travaille depuis plus de dix ans dans les zones en conflit et a été en poste au Sud-Soudan pour les Nations unies. Diplômé en développement international (ISTOM), il est aussi titulaire d'un Master en gestion de crise (la Sorbonne).

et de groupuscules rebelles n'ayant en commun que leur aversion pour le Nord-Soudan. Facteur aggravant, la plupart de ces groupes ethniques sont rivaux, perpétuellement en conflit, et les partis politiques issus des groupes armés n'ont qu'une vision commune très limitée, si ce n'est opposée, d'un Sud-Soudan indépendant.

Moins de quatre ans après la signature du CPA, le Sud-Soudan était au bord de l'implosion. Les guerres tribales et la prolifération des armes de petit calibre (principalement des AK47) avaient généré un climat de quasi-guerre civile dans certains États comme le Jonglei. Selon les Nations Unies, en 2009, les *cattle raidings* avaient fait plus de 2 500 morts en l'espace d'un an, soit plus que les combats au Darfour, l'autre province en guerre du Soudan. Partie intégrante de la culture de la majorité des groupes ethniques du Sud-Soudan, ces « guerres des vaches » sont à la fois des rites sociaux et des actes de banditisme motivés par le marasme économique auquel doivent faire face les populations dans cette période floue de postconflit et de préindépendance. De plus, ces tensions inter-ethniques ont été aggravées par la composition et la gestion de la sécurité volontairement ethnicisée du SPLA, tant pendant qu'après la guerre.

Dans un tel contexte d'instabilité aussi bien politique que sociale, les deux rébellions du Jonglei ne sont pas sans conséquences et représentent une menace majeure pour le gouvernement nouvellement élu d'un Sud-Soudan en construction. De fait, ces troubles peuvent jeter un discrédit irrémédiable sur un mouvement armé qui peine à faire profiter sa population des bénéfices de la paix et à s'imposer comme un acteur politique crédible auprès de la communauté internationale.

Les racines du mécontentement

Si les élections de 2010 furent qualifiées de « satisfaisantes selon les standards africains » par l'envoyé spécial russe, l'Union africaine (UA) et la Ligue des États arabes², ce fut loin d'être le cas pour les observateurs internationaux du Carter Center et de l'Union européenne (UE), l'envoyé spécial américain³ et la population du Sud-Soudan.

En effet, si au Nord les partis d'opposition furent l'objet de pressions importantes, les partis d'opposition et les candidats indépendants au Sud ne furent pas non plus épargnés par le SPLM/A. Tandis qu'au Nord, la commission électorale nationale basée à Khartoum n'a rien fait pour faciliter la mise en œuvre des élections, au Sud, le SPLM a fait tout ce qu'il pouvait pour empêcher les candidats non-SPLM de participer aux élections. Ainsi les membres de la faction rivale du Sudan People's Liberation Movement – Democratic Change (SPLM-DC) furent systématiquement empêchés de faire campagne et de s'inscrire comme candidats. L'argument avancé par le SPLM était que, le SPLM-DC étant un mouvement de résistance, cela le disqualifiait de sa qualité de parti politique et donc lui fermait la porte des élections⁴. Les candidats indépendants, majoritairement issus des rangs du SPLA, durent faire face aux mêmes difficultés⁵.

Alors que la loi électorale prévoit que les candidats exerçant des fonctions administratives et militaires doivent démissionner de leurs fonctions durant la période de campagne et les élections, le président candidat Salva Kiir refusa dans un premier temps de quitter son poste de chef des armées du SPLA⁶. Ce n'est qu'après de

² « African and Arab organisations praise the conduct of Sudanese elections », <<http://www.sudantribune.com/spip.php?article34808>> ; « Russia says Sudan elections fair by "African standards" », <<http://www.sudantribune.com/spip.php?article34819>> ; consultés le 20/04/2010.

³ « US says Sudan elections "not fair and free", shifts focus to 2011 referendum », <<http://www.sudantribune.com/spip.php?article34817>>, consulté le 20/04/2010.

⁴ « Should Dr Lam be allowed to campaign in South Sudan? », <<http://www.sudantribune.com/Should-Dr-Lam-be-allowed-to,33804>>, consulté le 17/01/2010.

⁵ « SPLM warns against contesting as independent candidates », <<http://www.sudantribune.com/SPLM-warns-against-contesting-as,33916>>, consulté le 28/01/2010.

⁶ « Kiir will not step down as army chief if nominated for presidential election », <<http://www.sudantribune.com/spip.php?article33778>>, consulté le 12/01/2010.

longues négociations et des menaces de la commission électorale nationale quant à l'invalidation des élections que Salva Kiir accepta de renoncer à son titre⁷.

Dans les provinces du Sud, tous les gouverneurs transitoires ou *caretakers* nommés étaient des membres actifs du SPLA. À Rumbek, dans le Lake State, sur conseil du Governor Caretaker, cinq *county commissioners* dont deux membres des « services spéciaux de sécurité », le service de renseignement du SPLA, furent nommés par décret présidentiel⁸. Il en fut de même dans de nombreuses provinces comme l'Eastern Equatoria State où le Governor Caretaker nomma un officier du SPLA avec des pouvoirs spéciaux dans le *county* d'Ikotos⁹.

Dans la province du Jonglei, futur épice de l'insurrection du général G. Athor, le député de Bor à l'assemblée législative du Sud-Soudan fut déclaré vainqueur faute d'opposant¹⁰.

Il apparaît ainsi clairement que, pour le SPLM, le jeu démocratique et électoral n'a d'intérêt que s'il lui permet de saisir le pouvoir légalement. La voix donnée au peuple à travers les élections n'est qu'un moyen d'entériner, au Sud, la victoire politique que son statut de signataire du CPA lui offre sur les autres mouvements armés de libération. Tant pour le National Congress Party (NCP) au Nord que pour le SPLM au Sud, il n'est nullement question d'ouverture démocratique mais plus simplement de valider un partage du pouvoir fondé sur le contrôle des institutions et de l'armée. Ces élections ne furent donc pas l'occasion de jeter les bases d'un nouveau Soudan, comme le souhaitaient John Garang et l'opposition civile au Nord, mais furent bien un partage du pouvoir au moyen d'élections, entre deux régimes militaires rivaux.

Le SPLA de John Garang fut d'abord, et reste encore aujourd'hui, une armée dinka. Bien qu'étant le groupe ethnique majoritaire, les Dinka sont loin de représenter la majorité des Sud-Soudanais. Au Nord, les Nuer fournirent un apport significatif à l'effort de guerre du SPLA. Au Sud, les Équatoriens accueillirent durant plus d'une décennie le QG du SPLA. Ces coopérations et cohabitations ne se firent pas sans heurts.

En 1999, excédés par la préférence donnée aux Dinka dans les rangs du SPLA et par l'impunité accordée aux membres de cette

⁷ « Sudan electoral board warns Salva Kiir to resign from his military position », <<http://www.sudantribune.com/spip.php?article33807>>, consulté le 17/01/2010 ; « Gen. Salva Kiir should relinquish his military position – SPLM's Amum », <<http://www.sudantribune.com/spip.php?article33843>>, consulté le 20/01/2010.

⁸ « Government reshuffle in Lakes brings two spy men into power » ; <<http://www.sudantribune.com/spip.php?article34516>>, consulté le 23/03/2010.

⁹ Entretiens avec des observateurs électoraux internationaux et l'UNMIS entre janvier et mai 2010.

¹⁰ « 27 MPs declared winners by default in Sudan elections », <<http://www.sudantribune.com/27-MPs-declared-winners-by-default,34785>>, consulté le 18/04/2010.

ethnie, les Didinka de Chukudum (là même où le SPLA avait son QG) se rebellèrent et formèrent une milice qui combattit aussi bien Khartoum que le SPLA¹¹. Actuellement, la présence d'un groupe de plus de 30 000 déplacés internes dinka du Jonglei à Minule, sur la frontière ougandaise dans la province de l'Eastern Equatoria, est ressentie comme la volonté du SPLA de garder le contrôle du commerce transfrontalier et des divers trafics qu'il avait mis en place durant la guerre¹². C'est une hypothèse d'autant plus probable que le State Caretaker de l'Eastern Equatoria durant la période de campagne électorale était le général Johnson Juma Okot, le responsable de la logistique du SPLA à Juba. Celui-ci dépêcha un de ses hommes de main, le major Hillary Oniama, pour s'assurer d'un vote favorable au SPLA dans le *county* d'Ikotos, une autre ancienne ligne logistique du SPLA.

Cette contestation du leadership du SPLA et de son management ethnique ne se limita pas au Great Equatoria. En effet, dans les années 1990, les Nuer, menés par Reik Machik, futur vice-président du gouvernement du Sud-Soudan, et Lam Akol, futur président du SPLM-DC, furent à l'origine d'une tentative pour renverser John Garang.

Mais cette gestion ethnique de la sécurité n'est pas limitée au SPLA. Les South Sudan Defense Forces (SSDF), armées par Khartoum, étaient majoritairement nuer, une ethnie qui est « traditionnellement » en guerre avec les Dinka pour le contrôle des zones de pâturage et des points d'eau. Aussi, la défiance envers les Nuer au sein du GoSS reste extrêmement vivace, encore à l'heure actuelle, et ce en dépit de leur contribution décisive lors des offensives contre les pipelines des Monts Nouba.

Parmi les nombreux défis sécuritaires de l'après-CPA, celui de la prolifération d'armes légères dans les mains de la population civiles est jugé prioritaire par le GoSS. En effet, dans certaines parties du Sud-Soudan, certains groupes ethniques sont mieux armés que le SPLA.

Une première tentative de désarmement civil fut conduite en 2005-2006. Encore peu sûr de son hégémonie militaire, le SPLA avait décidé de désarmer prioritairement les populations représentant pour lui les menaces internes les plus importantes et plus particulièrement la White Army. Les affrontements entre le SPLA et les jeunes Lou Nuer de la White Army culminèrent en mai 2006 à Dolieb Hill, un territoire de pâturage contesté entre Dinka du Jonglei et Nuer de l'Upper Nile. Ce désarmement forcé des populations civiles fit au

¹¹ A. Walraet, « Governance, Violence and the Struggle for Economic Regulation in South Sudan: The Case of Budi County (Eastern Equatoria) », *Afrika Focus*, vol. 21, n° 2, p. 53-70.

¹² M. Schomerus, *Violent Legacies: Insecurity in Sudan's Central and Eastern Equatoria*, Small Arms Survey, 2008, « HSBA Working Paper », n° 13.

moins 1 500 morts¹³ et le SPLA est considéré comme le groupe armé ayant perpétré le plus d'actes de vandalisme et de vols de bétail¹⁴. Cette opération laissa d'autres groupes ethniques tels que les Murule du Jonglei en possession de leurs armes alors que les autorités sud-soudanaises étaient incapables d'assurer la sécurité des populations désarmées.

En 2009 et 2010, un autre exercice de désarmement des civils eut lieu. Du fait d'une opération une fois de plus ethniquement ciblée et non simultanée, cela eut pour effet direct d'accroître les violences interethniques, principalement au Jonglei.

Devant la levée de boucliers de la communauté internationale et des populations du Sud-Soudan, le SPLA se désengagea alors du maintien de la sécurité, arguant que cette tâche revenait au South Sudan Police Section (SSPS). Principalement issus des rangs du SPLA, les membres du SSPS n'ont qu'un très faible niveau d'éducation et sont largement sous-équipés. La grande majorité d'entre eux ne connaît ni le Code pénal ni le Code de procédure. De plus, le SSPS, du fait de son sous-équipement, renâcle à intervenir contre des bandes armées, souvent mieux équipées. À cela s'ajoute une compréhension prétorienne du rôle du SSPS ou des autres forces armées (Wildlife Guards, Fire Brigade, etc.) par les autorités civiles, quasiment toutes issues des rangs du SPLA. Ces dernières considèrent que le rôle premier du SSPS, du fait de l'insécurité, est d'assurer leur protection, et chacun s'entoure de sa propre garde rapprochée, le plus souvent issue de son propre village ou groupe ethnique. Le déploiement du SSPS dans les *counties* n'est donc que parcellaire, voire inexistant au niveau des *bomas*, la plus petite entité administrative du Sud-Soudan. Étant peu ou pas payés, les membres du SSPS abusent de leur position de détenteurs de l'autorité pour collecter des taxes illégales et s'arroger un statut d'impunité totale vis-à-vis des populations civiles. De plus, le SSPS n'a aucun pouvoir sur les membres du SPLA. Aussi, lorsque ces derniers commettent des exactions, le SSPS est impuissant, ce qui amoindrit encore la confiance des populations dans un appareil sécuritaire déjà peu capable de les protéger.

Quant au recrutement des nouveaux effectifs, il est fait sur des bases politiques et ethniques. En juillet 2010, dans la province de l'Eastern Equatoria, après plusieurs semaines d'attente sans logement, sans nourriture convenable ni même entraînement, les cadets de la police décidèrent de protester de manière pacifique contre les conditions de leur formation. Cette démonstration de mécontentement vis-à-vis d'une hiérarchie incapable, violemment réprimée par

¹³ Les pertes du SPLA sont estimées entre 400 et 500 hommes et celle de la *White Army* à environ 1 000 hommes. Le nombre des victimes civiles est inconnu et pourrait se chiffrer en centaines.

¹⁴ J. Young, *The White Army: An Introduction and Overview*, Small Arms Survey, juin 2007, « Working paper » ; *Jonglei 2010, another round of disarmament*, Institute for Security Studies, mai 2010, « Situation report ».

le gouvernement provincial, permet de mettre en lumière de nombreux dysfonctionnements au sein du SSPS.

Il apparut tout d'abord que les contrats d'approvisionnement en nourriture entre le SSPS et ses fournisseurs n'avaient fait l'objet d'aucun contrat. Les fournisseurs apportaient au gouvernement provincial leur facture sans avoir à présenter de preuves de livraison, donnant ainsi raison aux cadets sur leurs conditions d'hébergement. Les cadets, livrés à eux-mêmes dans un champ à l'écart de la ville, ne recevaient en fait aucun entraînement en dehors des formations assurées par les Nations unies. Finalement, plus de la moitié des cadets enrôlés ne remplissaient pas les critères minimaux et étaient issus de l'ethnie de l'ancien gouverneur provincial¹⁵. Cette situation est loin d'être unique. Pour le SPLM, l'important n'est pas de disposer de forces de police compétentes et intégrées dans la population mais de remplir les objectifs chiffrés imposés par la communauté internationale pour la mise en œuvre du référendum de 2011 et d'avoir une manne d'hommes armés mobilisables en cas de guerre avec le Nord.

Il apparaît ainsi que le SSPS aussi bien que le SPLA ont conservé les modes opératoires des mouvements clandestins. Les populations civiles restent une manne dans laquelle tour à tour SPLM, SPLA et SSPS puisent en fonction des objectifs politiques ou mercantiles des officiers et des politiques. L'agenda politique séparatiste du SPLM lui a fait oublier son objectif premier, celui de libérer les populations sud-soudanaises de l'oppression. Quant au SPLA, son incapacité structurelle à séparer le politique du militaire l'empêche de se transformer en une armée nationale.

¹⁵ Entretien avec des membres de la United Nations Mission in Sudan (UNMIS) dans l'État de l'Eastern Equatoria, août 2010.

Les rébellions du Jonglei

Si George Athor et David Yaw Yaw prirent les armes contre le GoSS au nom du peuple et en protestation contre les « fraudes » du SPLM durant les élections de 2010, ces deux insurrections sont distinctes et n'ont que peu de choses en commun.

Le mouvement du général Athor trouve ses racines dans un soutien à la fois populaire et ethnique. Combattant de la première heure du SPLA, après la signature du CPA, George Athor fut tour à tour commandant de la division basée dans la province de l'Upper Nile puis commandant de la division dans la province du Jonglei et sous-commandant en chef en charge de l'orientation politique et morale du SPLA (Deputy chief of staff for the SPLA political and moral orientation). Son parcours dans la période de l'après-CPA est très représentatif du SPLA. De nombreuses rumeurs font état de son implication dans des trafics d'influence et des détournements de fonds alloués aux salaires de ses troupes tant dans l'Upper Nile qu'au Jonglei. Il fut aussi très certainement impliqué dans les opérations de désarmement de la White Army¹⁶.

D'origine dinka, son fief se trouve dans le *county* du Kordofan, un des territoires ravagés par les troupes nuer de Reik Machik dans les années 1990 et contestés entre pasteurs dinka et nuer. Il devient alors difficile de différencier la part de soutien politique et la part d'identification ethnique dans la popularité de George Athor. Durant sa campagne électorale, il s'est largement placé dans cette perspective, en jouant sur l'insécurité ainsi que sur le besoin de défendre les intérêts des « jeunes » contre le SPLM et des « anciens » inscrits dans le passé¹⁷. C'est donc logiquement que la première action de ses partisans eut lieu contre la garnison SPLA de Dolieb Hill en 2010.

C'est à la même période qu'apparut la rébellion de David Yaw Yaw dans le *county* de Pibor, au Sud de la province du Jonglei. Le 21 mai 2010, Yaw Yaw et ses partisans attaquèrent la ville de Pibor avant d'être chassés de leurs positions par le SPLA et de se replier dans le parc national de Boma, plus au sud. David Yaw Yaw est un civil appartenant au groupe ethnique des Murule. Avant de prendre les armes, il travaillait pour la South Sudan Relief and Rehabilitation Commission. Lui aussi candidat indépendant, il regroupe sous sa

¹⁶ Small Arms Survey ; HSBA armed groups George Athor, août 2010.

¹⁷ « Jonglei's independent governor candidate pledges a U-turn to SPLM », <<http://www.sudantribune.com/spip.php?article34291>>, consulté le 02/05/2010.

bannière une cinquantaine d'hommes tout au plus. Son action n'a pas l'ampleur de celle d'Athor et s'inscrit dans les tensions entre groupes d'influence murule pour le contrôle du *county* de Pibor¹⁸.

Tout comme celle du général Athor, la rébellion de Yaw Yaw trouve ses racines dans les exactions du SPLA lors du désarmement civil des Murule en 2009-2010. En ce sens, ces rébellions sont le produit de la paix et de l'incapacité du SPLM à la rendre économiquement attractive. En effet, au Jonglei comme ailleurs, pour de nombreux « anciens » ou tout du moins détenteurs du pouvoir social et économique au sein des tribus et clans du Sud-Soudan, la paix est l'occasion de regagner ce qu'ils ont perdu pendant la guerre. Ainsi, depuis la signature du CPA, les prix de la dot ont largement augmenté, parfois dans des proportions allant au-delà de 1000 %¹⁹. Les jeunes ne peuvent donc plus accéder au statut social que leur confère le mariage. Ces révoltes découlent donc de l'incapacité des gouvernements à « rembourser » les populations du prix de la guerre par des services sociaux efficaces et de la sécurité. Ces insurrections sont pour ainsi dire le produit naturel du transfert inégal des bénéfices de la paix au sein des sociétés, inhérent aux périodes de transitions postconflituelles.

Mais ce qui différencie fondamentalement ces deux insurrections est leur dimension politique. Le mouvement de Yaw Yaw reste limité à une problématique économique et ethnique purement locale entre membres du SPLA et SPLM de Pibor. Ce n'est pas le cas de l'insurrection du général Athor, qui s'inscrit dans un jeu politique national entre partisans de l'idéologie du New Sudan de John Garang et séparatistes de Kiir et Machik. L'enjeu réel du mouvement d'Athor est le référendum de janvier 2011 et la séparation entre le Nord et le Sud.

La première réaction du GoSS fut de négocier avec Athor afin de le réintégrer dans le SPLM et dans le nouveau gouvernement. Les Nations unies offrirent même de servir de négociateur entre le GoSS et Athor. Il est difficile de dire si Athor a refusé ou si Kiir a mis fin aux négociations. Il semble toutefois que ce soit le manque de soutien d'Athor, qui n'a remporté les élections pour le poste de gouverneur que dans un seul des onze *counties* du Jonglei, qui ait influencé la position du GoSS²⁰.

Le GoSS n'entreprit pas de négociations avec Yaw Yaw du fait du caractère local de son action mais il chercha à le couper de son soutien

¹⁸ Small Arms Survey ; HSBA armed groups David Yaw Yaw, août 2010.

¹⁹ Entretien avec C. Pinaud, consultant pour le HCR en juin 2010.

²⁰ « Kiir casts doubts on negotiations with renegade general », <<http://www.sudantribune.com/Kiir-casts-doubts-on-negotiations,35103>>, consulté le 18/05/2010.

politique. Le SPLA mena alors une série d'arrestations au sein des milieux politiques et militaires murule originaires de Pibor à Juba²¹.

Après avoir coupé ces deux insurrections de leurs soutiens politiques, le SPLA entreprit de les contenir, en maintenant le général Athor dans l'une des parties les plus inaccessibles du Jonglei, le *county* du Khorfulus²², et Yaw Yaw dans la région de Boma à la frontière entre le Jonglei et l'Eastern Equatoria.

La capacité de nuisance de ces deux groupes rebelles n'en fut pourtant que très peu amoindrie. Les partisans de Yaw Yaw continuèrent à faire régner l'insécurité sur la route entre Bor et Pibor, les deux plus importantes villes du Jonglei, coupant ainsi tout accès direct à Pibor. Toutefois, l'impact politique de Yaw Yaw fut grandement limité, ce qui permit au SPLM de faire passer ses agissements à des actes de banditisme. À l'inverse, Athor se retrouva rapidement incapable de mener d'autres actions militaires. Mais contrairement à Yaw Yaw, celui-ci parvint à se maintenir sur la scène politique. Rapidement, Yaw Yaw tenta de miser sur la renommée d'Athor pour essayer de maintenir son poids politique. Il annonça entre autres qu'il était en contact avec Athor et que ses actions étaient coordonnées avec celles des partisans du général renégat²³. Mais si Athor a revendiqué des liens avec une autre insurrection, menée par un colonel dissident du SPLA et localisée dans la province voisine de l'Upper Nile, il n'a que très allusivement fait mention de liens directs avec Yaw Yaw. Au contraire, c'est Yaw Yaw qui a utilisé le crédit que lui avait donné Athor pour donner de l'importance à son mouvement. D'ailleurs, suite aux arrestations dans les milieux murule du SPLA et du SPLM, le mouvement de Yaw Yaw disparut quasiment complètement de la scène médiatique.

À l'inverse, le général Athor et le SPLA sont entrés très rapidement dans une guerre de propagande. Afin d'influencer les négociations avec le GoSS, le général dissident a fait très vite entendre qu'il allait prendre la ville de Bor, puis a multiplié les communiqués de presse dans lesquels il se vantait d'avoir des liens avec les deux autres mouvements insurrectionnels apparus suite aux élections. Finalement, Athor a accusé le SPLM d'avoir truqué les élections et d'être ainsi susceptible de truquer le référendum²⁴.

²¹ « Leaders from Murle community arrested in Juba », <<http://www.sudantribune.com/Leaders-from-Murle-community,35272>>, consulté le 02/06/2010.

²² « South Sudan army ceases cordoning ex-SPLA General turned rebel », <<http://www.sudantribune.com/spip.php?article35167>>, consulté le 22/05/2010.

²³ « Renegades coordinate attacks on South Sudan army », <<http://www.africa-times-news.com/2010/06/renegades-coordinate-attacks-on-south-sudan-army/>>, consulté le 02/06/2010.

²⁴ « Athor says SPLM "ruling clique" can rig referendum against people's choice », <<http://www.sudantribune.com/spip.php?article35260>>, consulté le 02/06/2010.

Après avoir quasiment annihilé le groupe dissident dans l'Upper Nile²⁵ et coupé Yaw Yaw de ses soutiens à Juba, le SPLA engagea une contre-offensive militaire pour écraser le groupe d'Athor²⁶. Si le SPLA et le groupe d'Athor s'affrontèrent dans de petites escarmouches, les résultats escomptés ne furent pas au rendez-vous²⁷. Le SPLA entama alors une offensive médiatique pour discréditer le général Athor en lui prêtant des liens avec Khartoum et le SPLM-DC. N'ayant pu défaire militairement les mouvements d'Athor, le SPLM déplaça l'affrontement sur un terrain lui étant nettement plus favorable, celui du politique. En effet, l'agenda politique porté par Athor est très peu populaire auprès des populations du Sud-Soudan car, si elles sont désunies, elles restent à la fois très obéissantes au SPLM et nettement en faveur de l'agenda séparatiste. Aussi, ayant plus ou moins sécurisé la province pétrolière de l'Upper Nile, le SPLM entama de vraies négociations avec le général potentiellement dissident Nyuol dans la province du Northern Bar El Ghazal, elle aussi pétrolière et frontalière avec le Darfour²⁸. Il réduisit ainsi le potentiel conflit avec le régime de Khartoum à la province controversée d'Abyei et mena une offensive politique et diplomatique sur le maintien du calendrier du référendum de 2011 pour asseoir la suprématie de l'agenda séparatiste, bien que nombre de questions cruciales ne soient pas résolues, comme par exemple le tracé de la frontière entre le Nord et le Sud.

²⁵ « South Sudan army kills eight rebels in Unity State, pledges to crash them », <<http://www.sudantribune.com/South-Sudan-army-kills-eight,35280>>, consulté le 03/06/2010 ; « Southern Army clears post election rebellion in Unity state », <<http://www.sudantribune.com/Southern-Army-clears-post-election,35332>>, consulté le 09/06/2010.

²⁶ « South Sudan army and renegade general clash in Jonglei State », <<http://www.sudantribune.com/spip.php?article35414>>, consulté le 16/06/2010.

²⁷ « General Athor says none of his soldiers were captured by SPLA », <<http://www.sudantribune.com/spip.php?article35430>>, consulté le 20/06/2010.

²⁸ « SPLA chief calls on General Nyuol to bury election differences », <<http://www.sudantribune.com/spip.php?article35447>>, consulté le 18/06/2010.

Une victoire militaire ?

Le 6 octobre 2010, Salva Kiir, le président du Sud-Soudan, offrit son pardon aux généraux rebelles du SPLM²⁹. Au même moment, le GoSS ouvrit des pourparlers de paix avec le groupe de Yaw Yaw³⁰. Les insurgés ont donc réussi à s'imposer comme des acteurs politiques et ont su tirer profit de cette stratégie d'attrition mise en œuvre par le SPLA en jouant sur les enjeux politiques du conflit Nord-Sud. Pour le SPLM et le GoSS, la tenue du référendum de janvier 2011 prime avant tout. Il est impérieux pour le SPLM d'achever sa victoire contre le Nord. Pour les insurgés, ce référendum est une opportunité de profiter immédiatement de leur poids politique acquis au moyen de leur capacité de nuisance. Dans le meilleur des cas, il semble donc que la stratégie contre-insurrectionnelle du GoSS l'ait mené à une victoire à la Pyrrhus, sans perdant mais sans réel vainqueur non plus.

En effet, les mouvements insurrectionnels d'Athor et de Yaw Yaw ne sont que contenus et représentent encore un potentiel déstabilisateur important. Le retrait de certaines ONG internationales de sa zone de nuisance³¹, ainsi que les rapports et rumeurs de présence de groupes armés à la frontière entre le Jonglei et l'Eastern Equatoria³², tendent à démontrer que, bien qu'étant coupé de ses soutiens politiques internes, Yaw Yaw a réussi à faire perdurer son groupe. Les attaques durant les pourparlers de paix en sont la preuve flagrante. En décidant pour des raisons politiques internes de ne pas mener à terme son offensive contre Yaw Yaw, le SPLM lui a donné l'opportunité d'exister individuellement comme personnage politique.

Quant à Athor, il travaille à la victoire politique anticipée de Salva Kiir et Reik Machik au référendum de 2011. C'est sans doute ce qui lui permet de bénéficier de cette amnistie préréférendaire. Toutefois, ce

²⁹ « South Sudan president pardons rebel army officers », <<http://www.sudantribune.com/South-Sudan-president-pardons,36507>>, consulté le 7/10/2010.

³⁰ « Peace talks in Jonglei's Pibor county stall after ambush kills 3 people », <<http://www.sudantribune.com/spip.php?article36505>>, consulté le 7/10/2010.

³¹ « Attacks on staff force MSF to evacuate parts of Jonglei state », <<http://www.sudantribune.com/spip.php?article35820>>, consulté le 30/07/2010.

³² Entretiens avec des membres d'ONG internationales basées à Boma au Jonglei et des membres de l'UNMIS.

n'est pas sans contrepartie pour le général rebelle qui peut désormais se permettre de monnayer âprement son retour dans le rang³³.

L'amnistie pour les généraux rebelles du SPLA semble donc avoir eu pour objectif premier de saper les possibles soutiens de Khartoum derrière les lignes de front en cas de futur conflit ouvert. Il n'en reste pas moins qu'on assiste ici à une gestion élitiste des insurrections, qui ne se focalise que sur le chef et s'attarde peu sur les racines de ces crises. Cette gestion de crise semble faire fi des causes profondes qui ont permis à Athor et Yaw Yaw de prendre les armes et s'inscrire dans une gestion politique à court terme des conflits.

Or, le profit politique d'une certitude de la séparation entre le Nord et le Sud, déjà quasiment acquise bien avant les élections de 2010, ne semble pas peser lourd sur les besoins en investissements étrangers, particulièrement dans le secteur pétrolier. En effet, cette constante instabilité au Jonglei joue en la défaveur de Jouba. Alors que le Sud-Soudan essaie de convaincre la Chine d'investir sur son sol, cette dernière préfère se ranger derrière le régime de Khartoum en arguant de l'insécurité³⁴. Ou bien, dans le meilleur des cas, la Chine laisse les alliés historiques du GoSS stabiliser les territoires sur le parcours du futur pipeline vers le port de Lamou, au Kenya³⁵. En effet, le Department For International Development (DFID) et la United States Agency for International Development (USAID) ont débloqué des sommes conséquentes pour stabiliser les États d'Unity, Northern Barel Gazal, Jonglei et Eastern Equatoria. En 2010, le Sudan Recovery Fund (SRF), dont le principal contributeur est le Department for International Dfevelopment (DFID), a financé la stabilisation de ces « points chauds » ou « États stratégiques » à hauteur de 70 millions de dollars.

Quant aux compagnies pétrolières européennes, elles se sont efforcées d'acquérir des droits supplémentaires au Nord. Mais cette séparation laisse aussi le champ libre aux compagnies américaines qui ne seront plus sous le coup des restrictions qui leur sont imposées par la loi sur les investissements dans les États soutenant le terrorisme³⁶. Cela devrait permettre aux États-Unis de consolider leur position dans le secteur pétrolier en Afrique centrale, d'autant que l'Éthiopie, autre allié important des États-Unis dans la sous-

³³ « South Sudan's renegade General Athor sets conditions for his return », <<http://www.sudantribune.com/spip.php?article36654>>, consulté le 20/10/2010.

³⁴ « The Chinese government is keen on investing in the oil and agricultural sectors in South Sudan », <<http://www.gurtong.net/ECM/Editorial/tabid/124/ID/3991/Default.aspx>>, consulté le 23/08/2010 ; « China must recognize referendum result to retain oil assets – South Sudan's minister », <<http://www.sudantribune.com/spip.php?article36022>>, consulté le 21/08/2010.

³⁵ « Chinese companies among bidders for Juba-Lamu oil pipeline: WSJ », <<http://www.sudantribune.com/spip.php?article36683>>, consulté le 21/10/2010.

³⁶ « Minister of Petroleum unveils a plan to lift the ban on US companies to drill for oil », <<http://www.sudanvisiondaily.com/>>, consulté le 06/08/2010.

région, a déjà fait part de sa volonté d'augmenter ses importations de pétrole en provenance du Soudan.

Ainsi le traitement purement politique de ces insurrections a permis au GoSS de développer sa propagande pour attirer l'aide internationale : les mouvements rebelles ne sont pas des insurgés mais des marionnettes aux mains de Khartoum, qui entend déstabiliser le Sud. En diabolisant les groupes insurgés, le GoSS a imposé les résultats des élections de 2010 et fait oublier les critiques faites par les États-Unis et l'UE. Bien que l'issue du référendum fût déjà connue, cela permit au GoSS de promouvoir l'agenda séparatiste tout en préservant son rôle de garant de la qualité du processus consultatif. Le SPLM put ainsi s'imposer comme parti politique et non plus comme l'ex-branche politique d'un mouvement rebelle, de même que le SPLA, qui put ainsi réduire l'insécurité à l'intérieur du Sud-Soudan à un problème de partage des ressources naturelles et à un manque d'infrastructures³⁷.

³⁷ « The security situation in South Sudan is under control, the Sudan Peoples' Liberation Army (SPLA) has said », <<http://www.gurtong.net/ECM/Editorial/tabid/124/ctl/ArticleView/mid/519/articleId/4007/Security-Under-Check-SPLA.aspx>>, consulté le 27/08/2010.

Une stratégie stabilisatrice ?

Dans la perspective unique de l'organisation du référendum de 2011 et de l'application du CPA, la stratégie du GoSS dans sa gestion des insurrections de la province du Jonglei semble donc être une réussite. En effet, elle lui a permis d'écarter définitivement du jeu politique les opposants à la sécession, aussi bien au niveau international qu'interne, et d'imposer le SPLM comme seule force politique crédible dans un Sud-Soudan non encore habitué au multipartisme et aux pratiques démocratiques. Le SPLA est quant à lui soudainement passé du statut de mouvement armé rebelle à celui d'armée nationale.

Mais cette stratégie s'inscrit dans une gestion à court terme de la construction de l'appareil d'État sud-soudanais où le référendum de 2011 est une fin en soi et non une étape dans la construction de l'indépendance. Si elle semble avoir porté ses fruits en faisant disparaître du paysage politique les chefs insurgés le temps d'un scrutin, il reste un nombre important d'inconnues, tant dans le domaine économique que sécuritaire, quant à la capacité du GoSS à dépasser le simple stade de la séparation avec Khartoum. Et c'est sans doute là où le bât blesse. Car si le SPLM et le SPLA se sont imposés, aucun des problèmes qui minent le futur État indépendant du Sud-Soudan n'a été résolu. Les clivages ethniques et le ressentiment de certaines populations du Sud à l'encontre des Dinka restent présents et la fracture entre Dinka et Nuer dans l'appareil étatique reste entière. Quant aux autres groupes ethniques, tels les Toposa de l'Eastern Equatoria³⁸, cela leur permet de monnayer leur allégeance en faisant planer le spectre de l'insurrection si leurs exigences locales ou nationales ne sont pas entendues.

En créant l'illusion de l'unité du Sud pour la victoire finale et la séparation, le GoSS n'abuse tout au plus que ses partenaires internationaux, États-Unis et Grande-Bretagne en tête. Sur le plan national, le gouvernement de Juba ressort en fait amoindri de ces micro-insurrections. Loin de promouvoir un espace politique ouvert, cette stratégie de l'apaisement entretient l'ethnisation de la scène politique et pérennise la pratique d'un dialogue politique uniquement fondé sur la violence. L'opposition politique ne devient alors plus pos-

³⁸ Les Toposa sont le groupe ethnique majoritaire dans l'Eastern Equatoria State. Longtemps alliés de Khartoum, ils possèdent encore un armement conséquent. Durant les élections de 2010, ils n'ont pas hésité à brandir la menace d'un retour vers Khartoum pour s'imposer au sein du SPLM.

sible qu'au sein du SPLM. D'ailleurs, SPLA et SPLM ont bien du mal à cacher leur penchant pour un régime autoritaire à parti unique calqué sur celui de Khartoum mais aussi et surtout sur les modèles politico-économiques de leurs alliés rwandais et ougandais³⁹ au sein desquels armée et origine ethnique jouent un rôle prépondérant.

In fine, si elle offre les conditions nécessaires à la construction d'un appareil étatique de façade, cette stratégie n'a fait que repousser les problèmes de fond qui minent l'installation d'institutions pérennes. En aucun cas elle n'a offert de victoire décisive garantissant une stabilité à long terme.

Les tensions entre Nord et Sud qui font suite au choix de l'indépendance par les Sud-Soudanais montrent que cette stratégie n'a permis au SPLM/A que d'acheter une paix intérieure temporaire⁴⁰. La crise grave sur les revenus pétroliers et le tracé des frontières qui oppose Juba et Khartoum⁴¹ est l'occasion pour les groupes insurgés de retrouver un second souffle et de s'imposer comme des acteurs politiques et militaires de premier plan en cas de conflit ouvert entre Nord et Sud.

Tout au plus, cette stratégie a-t-elle temporairement renforcé un régime issu de la guerre et contrôlé par les dirigeants du SPLA mais elle n'a pas permis de poser les fondations d'un État autonome dirigé au moyen d'institutions civiles et militaires solides. Plus proche d'un savant tour de passe-passe que d'une réelle réponse à une menace intérieure, la stratégie contre-insurrectionnelle mise en œuvre par le SPLM/A impose un peu plus les limites de l'exercice de la *soft COIN* (*counter-insurgency*)⁴². Celle-ci se révèle une réponse facile, voire légère, qui ouvre la voie à de futures microrébellions principalement motivées par l'espoir d'un gain immédiat pour leurs principaux instigateurs. Cela d'autant que ces insurrections restent le marqueur d'une perte de légitimité du SPLM/A au sein des populations sud-soudanaises. En effet, si ces dernières ont soutenu le SPLM dans la quête de l'indépendance, cela ne diminue en rien leur ressentiment à l'égard du SPLM/A et le regard critique que nombre de communautés portent sur le SPLM et sa pratique de la gouvernance.

³⁹ « South Sudan army accused of hindering humanitarian aid », <<http://www.sudantribune.com/spip.php?article36140>>, consulté le 01/09/2010.

⁴⁰ En mars 2011, alors que Khartoum et Juba accumulent les provocations dans la zone d'Abyei, le SPLA lance une offensive contre les groupes insurgés au Jonglei, dans l'Upper Nile et l'Unity. « Jonglei: SPLA clash with rebel group in Duk Padiet », <<http://www.sudantribune.com/Jonglei-SPLA-clash-with-rebel,38327>>, et « Les affrontements font 70 morts en deux jours au Sud-Soudan », <http://www.lemonde.fr/afrique/article/2011/03/18/les-affrontements-font-70-morts-en-deux-jours-au-sud-soudan_1495467_3212.html#ens_id=1067666>, consultés le 20/03/2011.

⁴¹ Le 25 mai 2011, après plusieurs provocations de part et d'autre, les forces nord-soudanaises ont investi la ville d'Abyei.

⁴² Il s'agit de la stratégie qui consiste à isoler les insurgés sur un territoire donné, sans répondre à leurs demandes. Cet isolement oblige l'administration centrale à abandonner un espace donné mais lui permet conserver le contrôle du reste du territoire. (NdE.)

Afin de faire face à cette obligation d'ouverture du dialogue politique interne, la perspective d'un conflit Nord-Sud devient alors attrayante pour le GoSS. En effet, plutôt que de devoir faire face à la nécessité de se transformer, le SPLM peut ainsi justifier une confiscation du pouvoir sous prétexte d'éviter l'effondrement des institutions et le basculement vers la guerre civile entre groupes ethniques. Quant au régime de Khartoum, il trouve là une réserve d'alliés opportunistes qui lui permettent de fragiliser un peu plus le processus de construction d'un Sud-Soudan indépendant.

Au-delà de la reprise d'un conflit avec le Nord, cet épisode démontre que la principale menace post-référendaire au Sud-Soudan reste le spectre de l'effondrement des institutions et le basculement vers la guerre civile entre groupes ethniques du fait de l'incapacité du SPLM et du SPLA à achever la libération du Sud-Soudan par l'ouverture démocratique et l'instauration d'institutions civiles.